

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 37 (2010)
Heft: 4

Artikel: Histoire de la Suisse : "En Suisse, le peuple est tout simplement l'acteur principal"
Autor: Maissen, Thomas / Eckert, Heinz
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-913069>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«En Suisse, le peuple est tout simplement l'acteur principal»

Malgré de nouvelles connaissances et recherches sur l'histoire de la Suisse, on déplorait jusqu'ici un aperçu actuel pour un large public. L'historien suisse Thomas Maissen comble cette lacune avec son livre intitulé «Geschichte der Schweiz» : un ouvrage court, actuel, compact et lisible facilement. Entretien avec l'auteur. Interview menée par Heinz Eckert.

«REVUE SUISSE»: *Pourquoi avez-vous écrit une nouvelle histoire de la Suisse?*

Thomas Maissen: Ces dernières années, j'ai reçu à cet égard des projets ou des demandes de cinq maisons d'édition en tout. Il y avait donc manifestement un besoin considérable de publier une description concise rédigée par un seul auteur, qui informe de façon sérieuse et compréhensible par tous. Le dernier livre comparable, qui satisfait à des exigences plus élevées, a été rédigé en 1971 par Ulrich Im Hof. Les histoires de la Suisse qui ont été écrites collectivement par plusieurs spécialistes ont aussi pris de l'âge.

Y a-t-il de nouvelles connaissances qui devaient être exploitées?

Beaucoup de choses se sont passées en quelques années de recherche: non seulement la Seconde Guerre mondiale a considérablement éveillé l'attention, mais aussi, par exemple, la création des alliances, la cohabitation difficile des confessions, les relations avec les étrangers; 1998 a été une année importante en termes d'anniversaires et elle a apporté son lot de connaissances nouvelles au sujet de la Paix de Westphalie (1648), de la République helvétique (1798) et de l'État fédéral libéral (1848). De nombreuses choses ont eu lieu en ce qui concerne la recherche sur l'histoire des cantons, ce sur quoi l'accent a été mis au cours des dernières décennies.

Avez-vous une nouvelle vision du rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale?

L'image de la Suisse pendant la guerre a fortement changé ces 20 dernières années grâce aux archives qui sont devenues accessibles, mais surtout aussi à cause des explications publiques. J'en viens à ce fait, mais il ne s'agit plus à proprement parler d'une nouvelle vision, bien que beaucoup d'éléments continuent évidemment à être contestés.

Dans votre préface, vous écrivez que l'histoire de la Suisse ne présenterait aucune rupture, mais bien une continuité très ennuyeuse. Qu'entendez-vous par là?



THOMAS MAISSEN (1962) est professeur d'histoire moderne à l'université Ruprecht-Karls de Heidelberg. En 2002, il s'est qualifié pour l'enseignement supérieur grâce à son ouvrage «Die Geburt der Republic. Staatsverständnis und Repräsentation in der frühneuzeitlichen Eidgenossenschaft» et fut jusqu'en 2004 professeur du FNS à l'Université de Lucerne. Th. Maissen a été collaborateur de la NZZ de 1996 à 2004 pour les analyses historiques et, à cette occasion, a notamment commenté les travaux de la commission Bergier.

Pour être précis, j'écris qu'elle est considérée par certains comme étant très ennuyeuse. Il est possible de raconter l'évolution de l'Europe en général, sans mentionner la Suisse, ce qui ne vaut pas pour nos voisins. Abstraction faite des guerres de Bourgogne et de la Réforme, il n'existe aucun événement d'importance capitale dans l'histoire suisse qui était globalement plutôt en faveur du pays.

Existe-t-il des États dont l'historiographie est exemplaire?

L'histoire nationale fonctionne en principe partout de la même manière. L'objectif de la connaissance est la création de l'État-nation en lui-même, dont on remonte jusqu'aux «racines» les plus lointaines possibles et qui est ensuite désigné comme étant un écart par rapport à la norme – à condition qu'elle existe –, c'est-à-dire une «exception» ou un «cas particulier». Cette particularité sert ensuite également de légitimation politique dans le présent, par exemple en vertu de la devise: neutre un jour, neutre toujours.

Mais, de façon similaire, même les Allemands ont une «responsabilité unique de leur histoire», ou bien prenons les Français, qui ont pour tâche de diffuser la civilisation de la Grande Nation à travers le monde. Une différence essentielle réside en ceci que des personnalités telles que Luther, Napoléon, Bismarck revêtent une importance européenne, car leurs actes ont touché beaucoup d'autres peuples. En Suisse, cela ne vaut que pour Zwingli et surtout Calvin, un Français. En Suisse, d'une certaine façon, l'acteur principal est effectivement «le peuple», la collectivité et non les individus, même si des structures hiérarchiques ont toujours dominé.

L'histoire nationale est un domaine très politisé, raison pour laquelle les mythes du sacrifice (Amsfeld) et l'honneur national (dénégation du génocide arménien) jouent un rôle important, surtout en Europe de l'Est, dans les nouveaux pays ou les pays ayant acquis récemment leur indépendance, ou dans les pays du «tiers monde», mais aussi en France ou aux États-Unis. Grâce à sa position relativement sobre vis-à-vis de son histoire nationale, la Suisse tient bonne compagnie aux pays de l'Europe de l'Ouest et du Nord, mais il existe partout des sujets où les émotions peuvent monter en raison de différences d'interprétation, cela en fait partie.

Que devons-nous savoir du passé pour comprendre le présent?

Je ne comprends pas le présent. Et il y a beaucoup de choses que je ne sais pas à propos du passé. Je pense qu'il est moins question de «savoir» à propos de phénomènes historiques que de savoir relatif au fait que les questions actuelles ont toujours une dimension historique: le débat sur le secret bancaire se réfère à une loi de 1934, qui a été promulguée dans un tout autre contexte historique, lequel s'explique encore une fois par la Première Guerre mondiale, qui doit de nouveau être comprise dans le contexte de l'opposition franco-allemande de 1870/71, ou plutôt à cause de Napoléon, qui a poursuivi la politique d'expansion de Louis XIV. On peut toujours revenir très loin en arrière, ce qui en général n'est pas nécessaire, parce que nous ne devons pas déranger Louis XIV pour une convention de double imposition avec la France. Mais c'est bien de savoir certaines choses du passé, car nous traînons tous avec nous ces anciennes décisions historiques comme un «héritage», dont certains sont conscients, d'autres pas.

En raison de ses différences culturelles, la Suisse est toujours davantage qualifiée de nation de volonté. L'est-elle vraiment?

Je la vois plutôt comme une alliance défensive. Nous voulons conserver notre liberté d'action dans un contexte de proximité, par exemple au niveau de la commune ou du canton, et pensons que cela n'existe pas en Allemagne ou en Italie, ce qui est en partie vrai. C'est également ce que veulent les Genevois ou les Vaudois. Cette volonté d'autonomie à petite échelle est bien ce qui nous lie, mais justement, je vois cela plutôt comme une volonté contre les États voisins que comme une volonté en direction des autres cantons. Les Suisses alémaniques apprennent l'italien lorsqu'ils le font – non pas pour discuter avec leurs compatriotes tessinois ou du sud des Grisons, mais pour partir en vacances en Sicile.

Existe-t-il une identité suisse?

Il existe certainement une identité suisse qui, dans l'enseignement et l'opinion publique, révèle que les éléments locaux mentionnés constituent un lien qui se justifie un peu comme la référence continue à la Constitution aux États-Unis, à savoir: fédéralisme, démocratie directe, neutralité, etc. S'y ajoutent toutefois également des aspects suprarégionaux qui ont été et sont transmis en tant que suisses avec un certain succès: les Alpes, les agriculteurs, la place industrielle, les prestations sportives (ski, tennis, football). Les contenus de l'époque sont chaque fois spécifiques à un pays, le modèle de la création identitaire est partout semblable.

La démocratie directe ne suscite-t-elle pas en grande partie l'identité suisse?

Tout à fait. De façon plus intéressante, la neutralité est cependant toujours en première place parmi les valeurs suisses qui ressortent des sondages au sujet du facteur de politique étrangère, même si elle ne joue plus guère de rôle sur le plan international.

Quelle importance ont encore les mythes suisses aujourd'hui? Le Grütli, Tell, etc.?

Les mythes remplacent les connaissances et sont dès lors utiles, d'autant plus qu'ils créent du sens et de l'ordre dans le passé. Les Suisses savent que ces histoires autour de Tell, Winkelried, etc. ne sont pas tout à fait exactes, mais ils n'ont aucun récit pour les remplacer. De nombreux Suisses ne sont plus choqués, mais bien surpris, lorsqu'ils apprennent que Tell, Winkelried, etc. ne contiennent même pas un «un fond de vérité historique».

Vous dites que les citoyens helvétiques ont commencé à inventer leur histoire au bas Moyen âge. Qu'est-ce qui est inventé, qu'est-ce qui est vrai?

Les histoires nationales décrivent un passé commun le plus lointain possible. Au bas Moyen âge, on a ainsi découvert, par exemple, les Helvètes en tant qu'«ancêtres», repris le tir de Tell parmi d'autres textes étrangers et inventé la tradition de la libération. Tout cela fut combiné avec des événements qui étaient mieux prouvés afin de faire naître un passé crédible et plausible qui fasse sens pour les contemporains.

Les histoires d'autres pays sont-elles plus «honnêtes»?

Non, «l'honnêteté» est une mauvaise image. Ici, on ne triche pas et on ne trompe pas, mais on apporte une tradition historique qui est toujours incomplète et laisse des questions en suspens. Dans un contexte sensé, on comble pour ainsi dire les trous afin d'obtenir un récit cohérent. Aujourd'hui, nous faisons cela de façon plus minutieuse ou bien moins créative que les gens du XV^e siècle, mais le principe est inévitablement semblable.

La Suisse éprouve-t-elle des difficultés avec son histoire?

Je n'en ai pas l'impression. Je constate plutôt un manque d'intérêt pour les raisons citées: aucun drame d'importance capitale en Suisse.

Quelle importance l'histoire politique revêt-elle pour un pays?

Si l'accent est mis sur la «politique», l'avantage réside alors dans la possibilité de personnalisation. Pour l'évolution et pour notre quotidien concret de citoyens salariés, l'histoire sociale et économique de l'industrialisation est bien plus importante que l'histoire politique. Mais elle comporte de nombreux héros anonymes, tandis que l'histoire politique produit des figures identitaires positives et négatives telles que Napoléon, ce que fait d'habitude plutôt la culture et, aujourd'hui, le sport également.

Peut-on tirer des enseignements de l'histoire?

Je me range ici du côté du plus célèbre historien suisse, Jacob Burckhardt: l'histoire ne nous rend pas plus intelligents pour les prochaines fois, mais (au mieux) sages pour toujours. Comme l'histoire ne se répète pas, nous ne pouvons pas apprendre comment nous devons réagir aux événements; nous serons de toute façon toujours surpris par le cours des choses. Nous pouvons toutefois ac-

cueillir plus sereinement ces surprises grâce aux connaissances historiques, car l'expérience historique nous permet de considérer plus de choses comme étant possibles que les personnes qui sont prisonnières du quotidien. En tant qu'historien, je suppose par exemple qu'il y aura à nouveau un jour des guerres en Suisse et en Europe de l'Ouest, alors que très peu de gens y pensent. Mais je n'ai aucune recette pour contrer ces guerres, et je ne saurais pas davantage que faire si elles éclataient.

Qualifieriez-vous aussi la Suisse d'histoire à succès?

Bien entendu. Les groupements politiques sont créés pour assurer une survie relativement sûre à leurs partisans. À cet égard, la Suisse a un très beau bilan à long terme.

Identifiez-vous dans l'histoire de la Suisse des tournants essentiels, qu'ils soient positifs ou négatifs, dont les conséquences se font ressentir aujourd'hui encore?

La Réforme (scission des confessions), 1798 (égalité, Conseil national), 1803 (fédéralisme), 1848 (État fédéral), 1874 (démocratie directe), la Seconde Guerre mondiale (modèle de concordance), 1971 (multiplication par deux du nombre de citoyennes); mais bon nombre de choses constituent aussi un processus prudent qui ne se laisse pas relier à des dates.

Les rapports avec l'histoire sont-ils véritablement différents d'une région linguistique à l'autre?

Oui, car elle est toujours très marquée par les cantons, en fait l'histoire de la Suisse n'existe pas. Quel Suisse alémanique connaît le Major Davel, quel Vaudois ne le connaît pas? Les histoires des régions linguistiques sont également très marquées par les traditions historiographiques et les exemples des pays voisins.

En Suisse, quel est l'intérêt porté à l'histoire du pays? Est-il plus ou moins important qu'avant? Ou reste-t-il toujours égal?

En général, l'intérêt porté à l'histoire nationale est plus important dans les périodes de crise que dans le quotidien tranquille, on cherche à s'orienter dans une situation difficile. Il faut dès lors supposer que la demande d'une histoire suisse et la controverse à ce sujet vont plutôt croître.